

Appel d'Orly

Réunis à Orly les 29 et 30 janvier 2011, les associations, syndicats et partis, les représentants des collectifs locaux, signataires de l'Appel pour des États Généraux du Service Public...

Décident de faire connaître partout, dans les lieux de vie (villes, villages, quartiers...) et de travail, et au travers de débats ouverts au plus grand nombre ce « **Pacte du Service Public** ».

■ Proposent à tous les réseaux (associatifs, syndicaux, politiques) qui luttent pour une véritable transformation sociale de s'en saisir pour travailler ensemble, au niveau local, national, européen et mondial à une contre-offensive convergente, concertée et durable, afin de défendre et de promouvoir le service public.

■ Proposent de soumettre à signature ce pacte, et de tout faire pour le traduire en loi constitutionnelle. Ils proposent une pétition (500 000 signatures) demandant au Conseil Économique Social et Environnemental l'ouverture d'un débat national.

■ Se fixent comme objectif de faire de 2011 une année d'initiatives de toute nature et de mobilisation populaire en faveur du service public. Et pour cela :

✓ De soutenir et de populariser toutes les luttes et les mouvements de résistance et de développement des SP, compatibles avec ce Pacte, qui se multiplient contre la démarche d'affaiblissement, de privatisation, de marchandisation du service public actuellement à l'œuvre, notamment :

- le 11 mars pour la petite enfance avec le collectif « pas de bébés à la consigne »,
 - le 19 mars dans l'éducation à l'appel du collectif « Un pays, Une école, notre avenir »,
 - le 2 avril dans la santé à l'appel de 80 organisations à l'initiative de la Coordination Nationale des hôpitaux et maternités de proximité.
- ✓ De s'inscrire dans le contre-sommet au « forum mondial de l'Eau » à Marseille en 2012.

✓ De faire connaître, par tous les moyens dont elles disposent, les nouveaux champs de services publics qui s'ouvrent dans le monde ainsi que toutes les innovations développées notamment par des collectivité



Orly, 29 janvier 2011.

PHOTO : M. MIGNEAU

tés et par les agents du service public pour améliorer la qualité et favoriser l'égalité d'accès réelle.

✓ De proposer aux collectivités territoriales d'organiser localement un « Festival des SP » destiné à populariser la diversité et la richesse des SP existants, les innovations et reconquêtes, ainsi que les besoins non satisfaits.

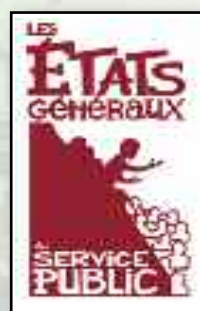
✓ D'interpeller sur ce Pacte les candidat-e-s aux différentes élections, les organisations syndicales, les partis politiques et les associations en charge de services publics et sociaux.

✓ D'intervenir dans les débats européens contre la prééminence donnée à la « concurrence libre et non faussée », qui assure la primauté de la rentabilité économique sur le social dans la construction de l'Union européenne et pour défendre la construction d'une Europe plus solidaire dont les services publics soient une des pierres angulaires. Cette dimension européenne de notre combat sera la nouvelle étape des EGSP.

✓ De faire entendre leur point de vue et leurs expériences dans le cadre de la construction d'« Un Agenda mondial pour des Services Publics de Qualité » proposé par la CSI, ainsi que dans tous les forums sociaux et autres instances internationales qu'ils jugeront nécessaires.

✓ De travailler, enfin, dans la suite de toutes ces initiatives, à la construction d'une manifestation d'ampleur nationale, à l'automne 2011, pour imposer ce Pacte dans le débat politique et citoyen.

Les EGSP proposent que leur prochaine réunion nationale, permettant de faire le point et de décider de la manifestation nationale se tiennent le 11 juin à Bagnex et ils proposent à cette occasion à toutes les collectivités territoriales engagées dans la lutte pour le Service Public et contre l'Accord Général du Commerce et des Services (AGCS) de venir témoigner et populariser leur combat. ●



Pacte soutenu par :

Appel des appels / AITEC, Association internationale des techniciens experts et chercheurs / ANECR, Association nationale des élus communistes et républicains / ACRIMED, Action critique médias / ACU, Association des communistes unitaires / Association Nationale du Sport / ATTAC, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne / CADAC, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception / CELSIG, Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général / CNAFAL, Conseil National des Associations Familiales Laïques / CNDP, Collectif national pour le droit des femmes / Convergence Nationale de défense et développement des SP / Coordination Nationale des Hôpitaux et Maternités de Proximité / Coordination EAU Ile de France / EELV, Europe écologie-Les Verts / Fondation COPERNIC / FASE, Fédération pour une alternative sociale et écologique / Fédération Finances CGT / Fédération CGT des SP / FSU, Fédération syndicale unitaire / Gauche Avenir / GU, Gauche unitaire / IRFSU, Institut de recherche de la FSU / Les Alternatifs / LDH, Ligue des droits de l'homme / MRAP, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples / M'PEP, Mouvement politique d'éducation populaire / NPA, Nouveau parti anticapitaliste / PCF, Parti communiste français / PG, Parti de gauche / PS, Parti socialiste / République et Socialisme / Résistance Sociale / Union Syndicale Solidaires / UFAL, Union des familles laïques / UDB, Union démocratique bretonne / UGFF CGT, Union générale des fédérations de fonctionnaires / UNRPA, Union nationale des retraités et des personnes âgées / USP, Union syndicale psychiatrie.